



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

agriculteurs

Question au Gouvernement n° 4424

Texte de la question

SOUTIEN À L'AGRICULTURE ET À LA RURALITÉ

**M. le président.** La parole est à M. Guillaume Chevrollier, pour le groupe Les Républicains.

**M. Guillaume Chevrollier.** Monsieur le Premier ministre, permettez à un élu de la Mayenne de répercuter les difficultés de ceux qui sont la force vive de nos territoires ruraux : les agriculteurs. Ils jouent un rôle essentiel pour le maintien de l'activité, la préservation de nos paysages et de notre tissu social. Ils participent aussi grandement à la qualité de vie qu'offre notre ruralité.

**M. Marc Le Fur.** Très bien !

**M. Guillaume Chevrollier.** Toutes les exploitations agricoles, notamment les exploitations familiales, doivent être soutenues et encouragées. Les agriculteurs n'en peuvent plus. Leur travail n'est pas justement rémunéré. Trop c'est trop ! Ils doivent faire face à des prix trop bas, dans toutes les filières, à des charges trop lourdes, à des négociations tendues et déséquilibrées avec la grande distribution, à des retards inacceptables des aides européennes, qu'il s'agisse des dossiers PAC 2015, des avances de trésorerie 2016 ou des demandes d'aides pour les mesures agro-environnementales et climatiques. Ils sont aussi confrontés aux conséquences de l'embargo russe, à des normes et à des contraintes handicapantes. Ils sont légitimement inquiets quant aux conséquences des traités de libre-échange, notamment du CETA – *Comprehensive Economic and Trade Agreement* – entre le Canada et l'Union européenne, pour l'élevage bovin et porcin. Enfin, ils doivent faire face aux suspicions concernant le bien-être animal, qui retentissent sur la consommation de viande.

Mais les agriculteurs ressentent aussi un sentiment d'abandon : abandon par des médias trop parisiens, qui répercutent insuffisamment leurs difficultés et leurs efforts en matière d'innovation et d'adaptation, notamment dans le domaine environnemental ; abandon par le Gouvernement, plus préoccupé par les échéances électorales que par la situation de l'agriculture française, qui possède pourtant un vrai potentiel.

**M. Éric Elkouby.** Ça suffit !

**Mme Luce Pane.** N'importe quoi !

**M. Guillaume Chevrollier.** C'est donc un cri d'alarme que je vous lance, monsieur le Premier ministre : la situation des agriculteurs est périlleuse ; le devoir du Gouvernement est de les aider et de les soutenir. Quelles perspectives d'avenir pouvez-vous leur apporter ? Plus globalement, que faites-vous pour soutenir la ruralité ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

**M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.** Monsieur le député, vous avez dressé une liste de nombreux sujets qui préoccupent les agriculteurs. Je voudrais revenir sur deux ou trois points.

D'abord, pour ce qui concerne les marchés et des prix, je suis obligé de faire un constat : il y a quelques années, des décisions ont été prises par une majorité – c'est légitime –, engageant la France dans la suppression des quotas laitiers, voire sucriers.

**M. Christian Jacob.** Pourquoi ne les avez-vous pas rétablis ?

**M. Stéphane Le Foll, ministre.** La disparition des quotas, parallèlement à l'augmentation de la production laitière, a conduit à des déséquilibres de marché très importants.

**M. Marc Le Fur.** Le Gouvernement est resté inactif !

**M. Stéphane Le Foll, ministre.** Je voudrais vous rappeler, monsieur Chevrollier – et cela concerne en particulier la Mayenne –, que l'action que j'ai conduite, avec le Gouvernement, a permis de revenir à une régulation du marché laitier, qui entraîne aujourd'hui la remontée des prix du lait. Nous pourrions au moins nous accorder sur ce point et considérer que le Gouvernement a bien été à l'écoute des agriculteurs.

S'agissant de la filière porcine, après une crise majeure, il y a un an, et après avoir tenté d'organiser le Marché du porc breton de Plérin, nous avons eu affaire à une baisse des prix, qui viennent de se redresser – le marché russe a moins joué que le marché chinois, qui s'est mis à acheter de la viande française, en particulier porcine. Par ailleurs, nous avons mené une action, notamment avec l'interprofession bétail et viande, qui a conduit à la mise en place des logos Viandes de France, garantissant aux consommateurs l'origine et la traçabilité de la viande qu'ils achètent, comme le souhaitaient les éleveurs ; c'est un point qui va aussi dans le bon sens.

Enfin, nous avons mis en place de nombreuses aides à destination des agriculteurs. Je pense au PSE – plan de soutien à l'élevage –, élaboré lors de la crise de l'élevage, et au plan de consolidation, qui comprend plusieurs mesures, pour un total dépassant les 2 milliards d'euros.

Je vous alerte sur un point, monsieur le député : si la droite réalise les 100 milliards d'économies de dépenses publiques qu'elle promet, il faudra appeler les agriculteurs à être extrêmement vigilants pour l'avenir.  
*(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Guillaume Chevrollier](#)

**Circonscription :** Mayenne (2<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 4424

**Rubrique :** Agriculture

**Ministère interrogé :** Agriculture, agroalimentaire et forêt

**Ministère attributaire :** Agriculture, agroalimentaire et forêt

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [30 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 novembre 2016](#)